

## ***NON à la liquidation des Services Publics !***

Le projet de loi dit de « **transformation de la Fonction Publique** » vient d'être présenté en Conseil des Ministres. Ce projet vise à faire disparaître ce qui fait les fondements du statut de la Fonction Publique et le gouvernement souhaite le faire valider par le Parlement avant l'été.



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

Or, le **statut général de la Fonction Publique** est une pièce maîtresse du pacte républicain. Il représente d'abord une protection pour les citoyens.

Protégeant les fonctionnaires de l'arbitraire, il évite, en effet, l'instrumentalisation de l'administration à des fins partisans.

**Ce projet est aussi une attaque tous azimuts visant les Services Publics comme les fonctionnaires.**

**Rappelons que les Services Publics ont pour mission de satisfaire les besoins collectifs :**

- en permettant la prise en charge de toutes et tous, quel que soit leur âge, leur origine et leur situation financière et sociale, et non selon le patrimoine ;
- sur l'ensemble des territoires ruraux comme urbains ;
- en protégeant les plus faibles et non en confortant les plus forts ;
- en rendant possible une véritable redistribution des richesses ;

**Bien sûr les Services Publics pourraient être plus efficaces, mieux organisés voire mieux gérés. Mais, pour cela, il faut une réelle volonté politique, des moyens, des agents plus nombreux et mieux formés !**

Ce projet de loi va, au contraire, par la généralisation du recours au contrat, faciliter restructurations, suppressions, externalisations ou privatisation des missions de Service Public...

Il ne répond pas non plus aux besoins actuels exprimés par les Français depuis plusieurs mois qui souhaitent une Fonction Publique plus proche, plus humaine sur tous les territoires...

**Ce projet de loi n'est ni plus ni moins qu'un projet de démantèlement de notre Fonction Publique** qui vise à fermer encore plus de services, d'écoles, etc. et à réduire leurs capacités d'action en diminuant le nombre d'agents et les budgets pour les faire fonctionner... Il vise aussi à transférer au privé des Services Publics qui, de fait, reviendront plus chers aux citoyens car il faudra les payer en plus.

**La Fonction publique a pourtant montré toute son utilité et son savoir-faire** en particulier dans les moments difficiles. A travers cette tentative de destruction des Services Publics « à la française », **c'est tout notre modèle social qui est attaqué**, ce sont nos droits sociaux et la notion d'intérêt général (*opposée à celle des intérêts particuliers qui accentuent les inégalités !*) qui sont piétinés...

➤ **MARRE de « réformes » qui ne sont pas portées par la volonté d'un meilleur Service Public mais bien par des principes de coupes budgétaires...**

➤ **MARRE de « réformes » qui, loin des promesses de « modernisation », fragilisent et dégradent le Service Public...**

**Battons-nous ensemble, avec les actifs, pour une Fonction Publique au service de toutes et tous...**

- Il ne s'agit pas là de défendre tel ou tel « privilège » mais bien de **préserver ce qui nous appartient**, que nous finançons et que le gouvernement souhaite brader au secteur privé en faisant croire que ce sera moins cher. Ce qui est faux, chacun pouvant le constater dans sa vie quotidienne !
- Il s'agit aussi **d'assurer le droit de chacun** de s'adresser à des agents publics intègres, compétents, responsables... or c'est tout le contraire que prépare le gouvernement !

**Ne laissons pas faire, participons aux actions menées par les organisations syndicales de fonctionnaires**



**Le service public,  
on l'aime, on le défend**

**pour défendre les trois versants de la Fonction Publique,  
le statut des fonctionnaires**

**et le Code des pensions civiles et militaires !**